



Nous avons un véritable problème de gestion des ressources naturelles à Ziguinchor

RLS Berlin

Interview avec Aliou Cissé¹ menée par Franza Drechsel, RLS Berlin

C'est quoi le rôle de l'organisation « Publiez ce que vous payez (PCQVP) » ici à Ziguinchor?

Nous sommes la section sénégalaise de, une organisation mondiale présente dans tous les pays où il y a des industries extractives. Notre objectif est la sensibilisation et la mobilisation sociale pour achever la transparence dans la gouvernance des industries extractives et des ressources naturelles de manière générale.

Au niveau national, PCQVP est actif dans sept des 14 régions du Sénégal (Ziguinchor, Kédougou, Tambacounda, St. Louis, Thiès, Dakar, Matam) et elle est membre de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractive au Sénégal (ITIE). Ce qui lui donne une véritable force nationale incarnée par le bureau national et le comité directeur. Le Sénégal a eu l'honneur d'accueillir du 29 au 31 janvier 2018 l'Assemblée Mondiale de la Coalition PCQVP.

¹ Aliou Cissé est journaliste et conseiller en Communication au Conseil départemental de Ziguinchor. Il est le chargé de Communication de l'antenne régionale de Ziguinchor de la Coalition Nationale Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) Sénégal et adjoint de la coordinatrice. Il a en charge le déroulement du second plan d'action appuyé par la Fondation Rosa Luxemburg pendant les deux prochaines années.

L'antenne régionale de la Coalition Nationale PCQVP Sénégal regroupe une trentaine d'organisations de la société civile. En Casamance, le défi est énorme car nous avons un véritable problème de gestion de ces ressources.

Quelles sont les ressources naturelles existantes à Ziguinchor?

La région de Ziguinchor est très riche en ressources naturelles. En plus du pétrole et du zircon, nous avons une forêt très étendue. C'est la région la plus boisée du Sénégal. Cependant, elle connaît un niveau de dégradation très avancé du fait de l'action de l'homme. Aujourd'hui, ce dernier bastion forestier du Sénégal est menacé de disparition en raison de l'exploitation abusive et anarchique dont elle fait l'objet. Il devient alors impératif de la protéger. Il y a également des carrières exploitées de façon anarchique et sans aucune forme d'aménagement et de mise en valeur des superficies creusées ; ce qui constitue un véritable problème écologique. L'autre ressource naturelle fortement agressée, c'est le fleuve, à travers les industries de transformation du poisson qui ne respectent pas les normes environnementales en plus des violations quotidiennes du Code de la pêche.

En quoi consiste exactement votre mission?

Notre premier objectif est que les gens affectés connaissent leurs droits. Pour ce faire, nous orientons nos actions vers la sensibilisation, le renforcement de capacités des populations et des leaders communautaires sur leurs droits et sur les différents codes qui régissent la gestion des ressources naturelles. Se faisant, nous les aidons à mieux défendre leurs droits. C'est pour cela que les formations sont accompagnées par des fora populaires et

communautaires qui mettent l'accent sur l'impact socio-économique et environnemental de l'extraction et les conséquences écologiques de l'exploitation abusive de la forêt. Pour donner de meilleures chances de réussite à notre programme, nous y avons intégré le volet plaidoyer. Ce qui nous a amené à démarrer notre plan d'action par des séances de travail avec les autorités qui sont non seulement les portes d'entrée auprès des communautés mais aussi les décideurs en dernier ressort de toute chose. C'est cette première étape de notre plan d'action 2019-2020 que nous venons de dérouler avec vous (la Fondation Rosa Luxemburg Stiftung) entre le 18 et le 21 mars 2019.

Les conséquences de l'extraction des ressources naturelles se voient dans beaucoup de lieux dans le monde. Alors, qu'est-ce qui est la spécificité de la Casamance?

La Casamance vit une crise identitaire depuis 1982 avec le Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC) qui réclame son indépendance. Même s'il y a eu un accord entre le MFDC et le gouvernement Sénégalais en 2004, la tension reste toujours vive parce qu'il n'a pas encore eu de désarmement et les rebelles continuent à occuper des zones pendant que l'armée maintient toujours une forte présence en vue de parer à toute éventualité. D'ailleurs, des soubresauts sont souvent notés çà et là. La situation est donc fragile car la paix n'est pas définitivement installée. La zone de Kataba 1, où il y a un permis d'exploiter le zircon, est particulièrement sensible, la tension est encore très élevée. Là, il y a deux camps – un qui est favorable à l'extraction de zircon, un autre qu'on appelle le comité de lutte qui est contre. Si on laisse l'Etat seul avec les parties en conflit sur la

question de l'extraction, il peut être amené à utiliser la force légale pour permettre l'exploitation. Cela poserait un risque de résurgence du conflit. Donc, pour éviter la violence, PCQVP avait préféré concentrer l'essentiel de son premier plan d'action dans cette (zone de Kataba 1) entre 2015 et 2018. Ce qui avait grandement contribué à faire baisser la tension et à donner du temps au dialogue.

Vous continuez votre travail dans la commune de Kataba 1 ?

Effectivement. Les premiers pas c'était d'écouter, d'analyser pour mieux comprendre les positions des uns et des autres et les enjeux qui se cachaient derrière chaque position. Ce qui nous a permis très rapidement de nous faire accepter comme des facilitateurs pour rapprocher les parties et les amener à la table des négociations. C'est dans ce sens que l'idée de créer un cadre de dialogue et de concertation entre le comité de lutte, le camp favorable à l'exploitation, les structures étatiques et la société australienne Carnegie Ltd a été acceptée. La coalition PCQVP devant y jouer un rôle de facilitateur et de garant des accords éventuels.

Pourquoi ce travail de rapprochement des parties doit être fait spécifiquement par PCQVP ?

Nous sommes l'une des rares organisations à être acceptées et écoutées par les différentes parties, que ce soient les structures de l'Etat ou celles à la base. C'est avec cette confiance qu'on essaye d'avancer en étant sensibles aux enjeux, au contexte et aux préoccupations légitimes des parties. La Casamance est dans une phase non seulement fragile par rapport à la paix, mais aussi de reconstruction sociale et économique après la guerre. Il est important d'accompagner les initiatives aussi bien de l'Etat que celle à la base. Et pour cela, PCQVP est une organisation phare par rapport à la gestion des ressources naturelles, car, à travers ses organisations membres, elle a accumulé beaucoup d'expérience au sujet des industries extractives.

Tous les articles publiés sur ce site ont été écrits de manière indépendante. Les opinions exprimées engagent leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de la Rosa Luxemburg Stiftung